



Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 13 Décembre 2018

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille dix-huit, le jeudi 13 décembre à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du conseil municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉSENTS : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE et M. Patrick MOIREAU

ONT DONNÉ POUVOIR : M. Patrick CHANUT à Mme Christine GUILLETTE, M. Bernard ANDRE à Mme Florence BERTHEAU

ABSENTS NON EXCUSES : Mme Christine CASSUS et M. Frédéric WEISS

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 9

Présents : 5

Pouvoirs : 2

Votants : 7

Date de convocation : le 6 Décembre 2018

Date d'affichage : le 6 décembre 2018

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Jean-Claude DARCY a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 11 Octobre 2018

Le procès-verbal de la séance du jeudi 11 Octobre 2018, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observations, à l'unanimité.

II - DÉLIBÉRATIONS

1 – **Délibération N°2018-12/40** : *SIANE adhésion des communes de St Cyr sur Morin et de St Leger*

Vu la délibération du 27/11/2018 n° 2018-024 et 023, du Syndicat Mixte d'Assainissement dénommé SIANE et conformément à l'article 6 des statuts du SIANE adopté par arrêté DRCL BCCCL 2014-n°22

Vu la délibération du 12/09/2018 de la Commune de SAINT CYR SUR MORIN

Vu la délibération du 25/04/2018 de la Commune de SAINT LEGER,

Le Conseil Municipal, **DONNE** à l'unanimité, son accord pour l'adhésion de la Commune de SAINT CYR SUR MORIN et de SAINT LEGER au Syndicat mixte fermé d'Assainissement SIANE pour : la compétence A : assainissement collectif.

2 – **Délibération N°2018-12/41** : *SIANE : adoption du RPQS 2017*

Mme le Maire expose le **Rapport** annuel sur le **Prix** et la **Qualité** du **Service** public de l'eau potable (RPQS) et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte le RPQS 2017.

3 - **Délibération N°2018-12/42**: *SNE : adoption du RPQS 2017*

Mme le Maire expose le **Rapport** annuel sur le **Prix** et la **Qualité** du **Service** public de l'eau potable (RPQS) et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte le RPQS 2017.

4 – **Délibération N°2018-12/43** : *Délégation du Droit de Prémption Urbain par la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie*

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération COULOMMIERS PAYS DE BRIE ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie au 1er janvier 2018 et notamment l'exercice de la compétence planification. Ce transfert de compétence emporte donc compétence pour la communauté pour l'élaboration des documents d'urbanisme, la création de zones d'aménagements concertées, l'instauration, et l'exercice du droit de préemption urbain.

Considérant que la loi ALUR a clarifié les dispositions relatives au droit de préemption urbain (DPU) au sein de l'article L211-2 du Code de l'Urbanisme. Celui-ci indiquant : « la compétence d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, (...) en matière de Plan Local d'Urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ».

Considérant que le transfert de compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme par arrêté préfectoral entraîne de plein droit la compétence communautaire en matière d'exercice de droit de préemption urbain,

Considérant que ce droit s'applique aux biens cédés sur le territoire dans les parties urbanisées ou à urbaniser des communes l'ayant instauré. Les vendeurs sont tenus d'informer le titulaire du DPU au moyen d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) des projets de cessions. Le titulaire du DPU dispose alors de deux mois maximum pour informer le vendeur de sa décision.

Considérant qu'il est de l'intérêt de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie de maîtriser l'aménagement urbain sur les communes du territoire et de disposer pour se faire d'une possibilité d'intervention par une concertation, à travers une consultation pour avis lorsque l'intérêt communautaire est reconnu,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie peut choisir de déléguer aux communes membres ce droit de préemption sur une ou plusieurs parties du territoire dans les conditions prévues aux articles L 211-1 et L 213-3.

Considérant que la délégation du droit de préemption urbain aux communes permet à celles-ci d'acquérir par priorité dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé, des terrains faisant l'objet de cessions et situés sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) de ces plans,

Considérant que cette préemption peut s'exercer en vue de réaliser un équipement ou une opération d'aménagement répondant aux objectifs définis à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que le droit de préemption, qu'il soit délégué ou non, ne peut s'exercer que dans le respect des compétences statutaires de la collectivité qui bénéficie de son usage,

Considérant que tout bien acquis par le délégataire entre dans le patrimoine de ce dernier,

Considérant la délibération du Conseil Communautaire du 15 Novembre 2018 décidant de l'instauration du droit de préemption sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimités par les plans locaux d'urbanisme approuvés des communes membres de la communauté d'agglomération et de déléguer cet exercice du DPU aux communes membres dotées d'un document d'urbanisme approuvé,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'accepter** la délégation du droit de préemption urbain dans les conditions fixées par le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération coulommiers Pays de Brie par délibération en date du 15 Novembre 2018,
- **D'Acter** que l'usage de cette délégation s'inscrit dans le strict cadre des compétences communales
- **D'acter** que le droit de préemption urbain délégué à la commune concerne les zones U et AU du PLU communal, à l'exception des secteurs, périmètres d'aménagement concerté et zones

d'intérêt communautaire, entrant dans le domaine de compétence de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie.

- **D'acter que** les déclarations d'intention d'Aliéner, sur les secteurs, périmètres d'aménagement concerté et zones ayant un intérêt communautaire certain ou un enjeu important d'envergure intercommunal seront transmises à la communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie, dès leur réception par la commune.
- **D'acter** que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la délibération se rapportant à l'approbation du PLU ainsi que la présente délibération, seront exécutoires.

Le conseil municipal accepte à l'unanimité.

5 – Délibération N°2018-12/44 : Décisions modificatives sur le budget de l'assainissement

Mme le Maire expose qu'il est nécessaire de modifier le budget de l'assainissement.

Considérant qu'une décision modificative du budget de l'assainissement s'impose, le Conseil Municipal vote à l'unanimité :

Chapitre 25 - compte 658	+ 200 €
Chapitre 011 - compte 61521	– 200 €

6 – Délibération N°2018-12/45 : Indemnités de conception du budget pour le trésorier de Coulommiers

Le conseil municipal accepte, à l'unanimité, le versement des indemnités de conseil et de confection de budget au comptable du Trésor Public de Coulommiers, chargé des fonctions de receveur de la commune.

7 – Délibération N°2018-12/46 : DETR 2019 : Travaux d'aménagement de l'école

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de faire la réfection des sanitaires de l'école avec la mise en accessibilité, de créer un bâtiment technique pour l'école et de créer une rampe d'accessibilité pour une classe. Plusieurs devis ont été demandés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de procéder à la réfection des sanitaires de l'école avec la mise en accessibilité, de créer un bâtiment technique pour l'école et de créer une rampe d'accessibilité pour une classe,

Après l'étude des différents devis, le conseil municipal choisit :

- 1/ pour la maçonnerie, l'entreprise BAUJARD à Choisy en Brie pour un montant de 33 483,39 € HT
- 2/ pour l'électricité, l'entreprise TECELEC à Coulommiers pour un montant de 4 895,94 € HT
- 3/ pour la plomberie, l'entreprise PIERLOT à Sablonnière pour un montant de 1 990,27 € HT
- 4/ pour la peinture, l'entreprise FELDIS et LEVIAUX à Melun pour un montant de 1 425,38 € HT

Approuve le projet d'investissement pour un montant prévisionnel global de 41 794,98 € HT, soit 49 664,37 € TTC

Sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2019 à hauteur de 33 435,98€ soit 80 % du montant HT.

Arrête les modalités de financement : l'ETAT pour un montant de 33 435,98 € HT

Place ce projet au 1^{er} rang des priorités,

Approuve le projet d'investissement,

Autorise Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

8 – Délibération N°2018-12/47 : DETR 2019 : travaux d'aménagement du cimetière phase 3 : réfection du mur du cimetière côté Ouest

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de procéder à la réfection du mur de clôture du cimetière côté Ouest. Plusieurs devis ont été demandés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de faire la réfection du mur de clôture du cimetière,

Après l'étude des différents devis, le conseil municipal choisit :

L'entreprise BAUJARD à Choisy en Brie pour un montant de 3 026,00 € HT

Approuve le projet d'investissement pour un montant prévisionnel global de 3 026,00 € HT, soit 3 631,20 € TTC

Sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2019 à hauteur de 2 420,80€ soit 80 % du montant HT.

Arrête les modalités de financement : l'ETAT pour un montant de 2 420,80 € HT

Place ce projet au 2^{ème} rang des priorités,

Approuve le projet d'investissement,

Autorise Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

9 - 10– Délibération N°2018-12/48 : Devis : panneaux de voiries sur la commune et ralentisseurs à Milhard

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité d'installer des panneaux dans les différents hameaux, pour la sécurité de chacun, et de créer des ralentisseurs à Milhard.
L'Entreprise WIAME a été retenue.

Désignation travaux	TTC
stop et ralentisseur Milhard	7 479,60 €
panneaux Bois st Georges/Chevru	362,40 €
panneaux et sol parking salle des fêtes	891,60 €
panneaux Cressonnière et la Hallée	422,40 €
Création Stop Bois st Georges et Bouleaux	507,60 €
Création Stop Impasse des Sables et Morils	1 306,80 €
	10 970,40 €

Le conseil municipal approuve, à la majorité.

11 - Dossier du FER 2019

Le conseil municipal décide de faire les travaux de la phase N°3 de la salle des fêtes dans le cadre du FER 2019 : Vitrification du parquet, installation de volets roulants sur les baies vitrées et installation d'une climatisation. Plusieurs devis vont être demandés.

12 - Questions Diverses

- Enquête sur le distributeur de pain : Peu de participation, la commune ne donnera donc pas suite
- 13/01/2019 vœux du maire à 11h30, préparation le 12/01 à 14h
- Galette des anciens le 03/02/2019
- L'appel d'offre pour le Contrat rural voirie va être lancé début 2019
- Des devis pour l'accessibilité vont être demandés

Le conseil municipal remercie M. et Mme Bertheau Fabrice, pour avoir installé les nouveaux rideaux dans la salle des fêtes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h45.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.